

RALENTIR LES SCIENCES, C'EST RÉVEILLER LE CHERCHEUR SOMNAMBULE

Entretien avec [Isabelle Stengers](#), Propos recueillis par [Estelle Deléage](#)

Presses de Sciences Po | « [Écologie & politique](#) »

2014/1 N°48 | pages 61 à 74

ISSN 1166-3030

ISBN 9782724633528

DOI 10.3917/ecopo.048.0061

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-ecologie-et-politique1-2014-1-page-61.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Ralentir les sciences, c'est réveiller le chercheur somnambule

ENTRETIEN AVEC ISABELLE STENGERS

Vous êtes chimiste de formation et vous avez progressivement choisi, selon vos propos, de vous auto-exclure d'un avenir éventuel de chercheuse parce que vous considérez que vous étiez, en tant que femme, «perdue pour la recherche». Est-ce que vous pouvez préciser pourquoi la carrière scientifique, ce que vous nommez «l'étoffe du chercheur», est si difficile à poursuivre en particulier en tant que femme ?

Je n'ai jamais dit que je m'étais sentie exclue «en tant que femme»... La carrière scientifique est genrée, certes. Il s'agit de distinguer le genre marqué et le genre non marqué qui correspond souvent à des attributions liées aux hommes et aux femmes, mais qui peut aussi ne pas marquer la différence de sexe. C'est pour cela que je prends comme premier exemple les pilotes d'essai¹. À l'époque il n'y avait pas de femmes parmi les pilotes d'essai ; je ne sais pas ce qu'il en est aujourd'hui. Néanmoins, il y avait cette différence entre celui qui a l'étoffe, dont on ne dit rien sauf qu'il a l'étoffe, et celui qui, parce qu'il se crashe, ne l'a pas. Je montre que cela signifie que toute une série de questions sont évitées quant au danger que court un pilote, quant à la responsabilité des concepteurs, des prototypes qu'ils testent, etc. Cela veut dire que le genre non marqué désigne ici celui qui sait serrer les dents. Et on ne pose pas la question de ce qui arrive aux autres. C'est sur ce prolongement-là que je parle de l'étoffe du chercheur. Bien évidemment, il y a une différence de sexe au sens où au moment où l'on démarre une carrière, c'est un moment où biographiquement beaucoup de femmes vont éventuellement avoir des enfants et ne pas pouvoir participer à la compétition. Ce qui est frappant, c'est qu'ici aussi la question n'est pas vraiment posée : tout se passe comme si le fait qu'elles soient handicapées par le soin des enfants marque qu'elles n'avaient pas véritablement l'étoffe du chercheur. Elles ont fait un choix de vie dont elles doivent assumer les conséquences, un choix «marqué». Ce n'est donc pas en tant que femme mais plutôt en tant que chercheur que celle qui décide de ne pas sacrifier sa vie familiale sera jugée. La différence de genre, ici encore, se traduit par les questions que l'on ne pose pas, les questions que l'on ne doit pas poser.

1. Référence au film *L'étoffe des héros* de Philip Kaufman (1983).

Si je me suis auto-exclue d'une carrière de chercheuse, c'est précisément parce que je me suis conformée à cette différence, je me suis posé des questions et j'en ai conclu que je n'avais pas l'étoffe. Les questions que l'on ne doit pas poser lorsque l'on est chercheur, tous sexes confondus, ce sont celles qui vous feraient ralentir, qui pourraient vous démobiliser, vous faire hésiter. Aujourd'hui, j'associe l'image du somnambule à ce qui m'avait été inculqué, ce qui a fait que je me suis considérée comme « perdue pour la recherche » parce que j'avais envie de réfléchir à la manière dont les problèmes sont posés, à leur histoire, aux choix qu'ils font prévaloir. Le somnambule, que l'on décrit toujours marchant sur le faite d'un toit, n'a pas le vertige parce qu'il ne se rend pas compte qu'il risque de tomber. Il ne faut surtout pas le réveiller. De même, pour être un vrai chercheur, pour avoir l'étoffe du chercheur, il ne faut pas douter. Tout chercheur qui ralentit, qui se pose la question de ce qu'il fait, qui ne se consacre pas entièrement à ce qu'on appelle l'avancée des connaissances de sa communauté, « tombera », c'est-à-dire perdra sa créativité.

J'ai mis du temps à me rendre compte que la créativité et l'absence de doute, la foi qui, comme on dit, déplace les montagnes, mais surtout permet de faire confiance aveuglément au bien-fondé de sa démarche, n'étaient pas forcément liées. Cela faisait plutôt partie du folklore interne des communautés scientifiques. C'est là que j'ai commencé à m'intéresser à la politique des savoirs. Évidemment, ce folklore n'est pas vécu comme politique. Mais il a des effets politiques. Il installe une espèce de phobie à l'égard des questions qui sont vécues comme dangereuses. À la limite, c'est comme si toute question susceptible de ralentir le chercheur était hostile, ou alors constituait une tentation contre laquelle un vrai chercheur doit se défendre – comme Ulysse, avec les sirènes. Cela permet de comprendre en partie la manière absolument irresponsable et d'une naïveté totale avec laquelle les scientifiques peuvent répondre à des questions qui touchent, elles, au politique, au rôle des sciences dans la société et au caractère durable ou non du développement auquel ils participent de toutes leurs forces. C'est infrapolitique car c'est une manière de faire de la politique absolument sans le savoir et avec une ferme décision de ne pas vouloir le savoir.

Pourquoi vous êtes-vous par ailleurs intéressée à la philosophie, à la psychanalyse et à la question politique ? Comment articulez-vous ces trois dimensions fondamentales de votre parcours, en particulier du point de vue de votre réflexion sur le statut de « la science », sur l'autorité de la science par rapport aux savoirs dominés ?

À la fin de mes études de philo, avant d'être mordue par la philosophie en tant que telle, je me définissais un peu comme une réfugiée politique, comme beaucoup d'ailleurs. La philosophie, c'était le refuge où il était possible de poser les questions qui m'excluaient de mon domaine d'origine. Je suis retournée travailler avec les scientifiques, en l'occurrence dans le département de chimie-physique dirigé par Ilya Prigogine qui allait plus tard devenir prix Nobel. C'était un milieu très vivant, de grande liberté et de grande intensité, parce

que dirigé par quelqu'un qui était vraiment inspirant et exigeant à la fois. J'y ai appris que la pratique des sciences n'était pas de poser de grandes questions, d'allure philosophique, mais qu'elle pouvait être une pratique vivante, exigeante et inventive. C'est là que j'ai compris que la créativité des chercheurs n'était pas une question de foi, qu'on pouvait être à la fois engagé dans un problème et lucide. Le contraste m'a frappée avec d'autres domaines que j'apprenais à connaître : le domaine des sciences humaines où l'idée de faire de la science était un titre à gagner, à conserver et à défendre. Chez les physiciens avec qui je travaillais, il s'agissait plutôt de savoir si telle ou telle proposition tenait, résistait aux objections, mais l'idée que c'était de la science ne produisait aucune inquiétude. Ce qu'ils faisaient était de la science. La manière dont la science avait deux significations éminemment différentes, selon que c'était un titre à défendre ou une situation, m'a beaucoup frappée. J'ai eu l'impression que ce n'était pas une différence, comme on la présentait souvent, entre science mûre et jeune science. En fait, les questions que se posent les sciences humaines sont des questions très anciennes : qu'est-ce qui fait agir un humain ? qu'est-ce qui fait tenir une société ? Ce sont les questions que se posent les sciences théorico-expérimentales qui sont inédites. Il y avait là véritablement deux types d'entreprise et toute ressemblance entre eux posait problème. La réussite des sciences expérimentales, créer des situations où certaines questions deviennent posables, n'a pas d'équivalent dans les sciences humaines et sociales, où ceux que l'on interroge répondent très facilement à toutes les questions. Le problème alors, si le but est de « ressembler » aux sciences expérimentales, est de créer le rapport de forces qui fera la différence entre le scientifique et celles et ceux qui répondent.

Et là, le problème devient politique : qui a le droit à la parole ? Mimer les sciences expérimentales, c'est créer des situations où le scientifique analyse les réponses sur un mode qui coupe la parole, qui situe l'autre dans un cadre qui permettra de déceler la signification objective dont témoignent, sans qu'il le sache, ses réponses. De fait, ce sont des événements politiques qui forcent les sciences humaines à changer, lorsque certains prennent la parole et refusent qu'on la réduise. Les sciences humaines n'ont pas inventé le problème de l'égalité entre hommes et femmes ; elles ont été transformées parce que d'autres ont posé ce problème. J'ai moi-même participé à l'épisode où des consommateurs de drogues illicites sont sortis de leur situation de « victimes » qu'il faut aider malgré eux. Ils ont fabriqué une parole de type politique : en Belgique, ils se sont affirmés « citoyens comme les autres ». Et cela a fait changer l'expertise à leur sujet.

En ce qui concerne la psychanalyse, je m'y suis intéressée plutôt comme un cas d'étude : on pouvait voir dans l'œuvre de Freud tout à la fois l'ambition de créer un véritable laboratoire de type expérimental, et son échec. Je me suis intéressée, avec Léon Chertok², à la psychanalyse à travers l'hypnose. Il

2. L. Chertok et I. Stengers, *L'hypnose en question de Lavoisier à Lacan*, Payot, Paris, 1989 ;

s'agissait de comprendre toute la difficulté de transformer un humain en sujet expérimental fiable, ce que Freud avait cru pouvoir faire, un sujet qui témoignerait du fonctionnement de l'inconscient. L'hypnose est le cauchemar de ceux qui entendent prouver, sur le modèle des sciences expérimentales, qu'ils n'ont pas induit les réponses qu'ils obtiennent. D'une manière ou d'une autre, même s'il a l'air de n'en rien savoir, le sujet hypnotisé, et donc tout le monde – le sujet hypnotisé le fait avec un talent singulier et dramatise donc le problème –, endosse le rôle que la question suggère, quitte à l'interpréter à sa manière.

Je lutte contre la tentation des sciences humaines de produire une ressemblance là même où c'est la différence qui devrait être marquée. C'est ce qui me fait considérer la science comme catégorie unifiée, comme un piège aux conséquences très lourdes. D'une manière ou d'une autre ce qui unifie est alors la question « comment expliquer » un comportement, c'est-à-dire à quoi obéit-il, à quoi est-il soumis. Dans les sciences expérimentales, expliquer c'est le plus souvent « déplier », c'est-à-dire créer des situations inédites où ce qu'on interroge démontre ce à quoi il est sensible en déployant un comportement dont on ne le savait pas *a priori* capable. Mais lorsqu'on a affaire aux sciences humaines et sociales, c'est plutôt l'illusion, la manière dont les gens se trompent ou sont trompés, sont déterminés sans le savoir, qui est synonyme de scientificité. Et politiquement, cela communique avec ce que Jacques Rancière appelle la haine du peuple : l'égalité peut bien être affirmée, elle est formelle, car le type de savoir privilégié rend inconcevable que les gens puissent devenir capables de se mêler des questions qui les concernent. Progressivement, j'en suis arrivée non pas à des questions indirectement politiques mais à des questions directement politiques : partir de cette idée que, avec tous nos savoirs, nous en avons très peu appris sur les conditions de production de l'intelligence, individuelle et collective. Nous nous entendons plutôt à persuader les gens de leur propre incapacité. Déjà dans *L'invention des sciences modernes*³, je terminais sur le fait que certains collectifs dans une situation où ils étaient habilités à penser avaient forcé la prise en compte de questions que les spécialistes n'avaient pas imaginées. La réussite dans les sciences humaines et sociales, ce pourrait être ces conditions qui font que l'on est habilité à penser, imaginer, contester.

Dans votre ouvrage *Une autre science est possible*⁴, vous écrivez un Manifeste pour un ralentissement des sciences. Pouvez-vous expliquer succinctement le processus qui conduit à l'accélération des sciences et comment vous définissez ce que vous appelez les « sciences rapides » ?

Pour moi, le terme « accélération » peut avoir deux sens distincts. L'un est assez ancien au sens où depuis longtemps on parle d'une histoire humaine,

L. Chertok et I. Stengers, *L'hypnose, blessure narcissique*, Les Empêcheurs de penser en rond, Paris, 1990.

3. I. Stengers, *L'invention des sciences modernes*, La Découverte, Paris, 1993.

4. I. Stengers, *Une autre science est possible ! Manifeste pour un ralentissement des sciences*, Les Empêcheurs de penser en rond-La Découverte, Paris, 2013.

occidentale qui, depuis le XVIII^e siècle, est en situation d'accélération. Je me souviens qu'un biologiste, François Meyer, avait même montré que les courbes de croissance (énergie, rapidité des transports, etc.) qui caractérisent nos évolutions ne sont pas exponentielles mais hyperboliques, et que toutes partent à la verticale à peu près en même temps, dans les premières décennies de ce siècle. Quoi qu'il en soit, il y a une accélération incontestable et les sciences expérimentales en symbiose avec l'industrie, au moins depuis la seconde moitié du XIX^e siècle, ont participé à ce premier mouvement. Mais je crois que ce que nous vivons depuis les années 1980 est encore différent. Comme si accélérer était devenu une fin en soi, comme s'il fallait faire sauter toute contrainte, assimilée à une rigidité. Depuis la possibilité, créée aux États-Unis, de breveter des recherches qui auparavant auraient été considérées comme fondamentales, le compromis qui datait du XIX^e siècle, où l'État garantissait une liberté relative de la recherche, le compromis de la poule aux œufs d'or⁵ (une poule respectée pour ses œufs mais qui doit se consacrer à la ponte, s'abstenir de poser des questions, de demander ce que l'on va faire de ses œufs), a été balayé. Ce que les scientifiques avaient fait reconnaître comme nécessaire au fonctionnement de leurs communautés, le fait de pouvoir choisir les questions pertinentes, est devenu un privilège à démanteler par rapport à ce qui doit dorénavant s'imposer à tous. Le fait qu'il y ait désormais partenariat quasi obligatoire avec le privé est devenu le signal de ce que les scientifiques doivent rendre des comptes comme tout le monde, être évalués en fonction de ce que demande le marché.

De manière plus générale, ce que l'on appelle dérégulation, néomanagement, détruit de manière systématique, à l'université comme ailleurs, toute signification porteuse de coopération ou de souci des conséquences. La compétitivité et la flexibilité sont devenues plus que des mots d'ordre, des injonctions quasi morales. Je crois que si l'on parle d'accélération ici, c'est au sens de destruction systématique de tout ce qui peut ralentir, c'est une attaque délibérée de l'ordre d'une croisade, d'une mission... Les sciences sont des victimes parmi d'autres, elles ne se sont pas mieux défendues que les autres. Pour les sciences, le résultat, comme partout d'ailleurs, est assez catastrophique. Et la première victime, c'est la destruction de la fiabilité relative que l'on pouvait associer à la recherche. Les fraudes et les conflits d'intérêts, etc., cela ne fait que commencer. Plus personne ne peut plus se fier à personne, plus personne n'a le temps ou les moyens d'avoir des scrupules, tous doivent mentir. L'État demande aux scientifiques des projets qui lui permettront de « gagner » dans la guerre économique, de grandes promesses, des *breakthroughs*, comme on dit, avec, bien sûr, un impact direct sur la croissance et la compétitivité. On peut parler d'économie non de la croissance mais de la promesse. La plupart sont creuses, mais cela peut aussi se terminer en krach. Et le krach, la bulle qui explose, ce n'est pas comme une simple bulle de savon...

5. La métaphore de la poule aux œufs d'or caractérise le discours académique qui cherche vainement à rappeler au monde industriel que, pour son propre intérêt, il doit laisser le chercheur libre de définir ses recherches (I. Stengers, *Une autre science est possible!*, op. cit., p. 99-101).

Le terme « promesse » que vous utilisez pose question. La notion de promesse suppose une idée d'engagement, d'un avant et d'un après, or ici rien de tel, c'est une promesse qui fait le pari de l'amnésie, ni présent ni passé, juste le futur pour horizon...

Oui, la promesse ici est plutôt du type « demain on rasera gratis » plutôt que « je m'engage ». C'est une promesse qui n'a rien à voir avec un engagement. Quand on dit « économie de la promesse », c'est l'ensemble des possibles chaotiques vecteurs de croissance, porteurs de possibilités en décrochage complet avec les urgences contemporaines. On parle de déséquilibre démographique, mais des scientifiques définissent froidement la prolongation indéfinie de la vie humaine comme le but de leur recherche. Des monts et merveilles qui permettent de ne pas voir les problèmes d'aujourd'hui. Avec les biotechnologies, tout sera possible et aujourd'hui peu importe par exemple qu'il n'y ait plus d'abeilles ; nous sommes déjà en train de fabriquer des pommiers ou d'autres plantes qui pourront s'autoféconder. La promesse permet de garder les yeux fixés sur un avenir lointain et de promettre que le progrès n'en est qu'à ses débuts. Ce n'est donc pas la promesse au sens de l'engagement, mais dans le monde flexible tel qu'il est devenu, il n'y a plus grand-chose qui fasse engagement. Personne n'est là pour tenir quoi que ce soit. On pourrait aussi parler d'une économie spéculative que l'on peut associer à la financiarisation. Nous sommes passés d'un capitalisme de capitaines d'industrie, fiers de fabriquer un nouveau monde à coup de développements qui devaient manifester la puissance du génie humain, à un capitalisme dans lequel les industries sont un instrument comme un autre – de la construction des chemins de fer à la roulette des casinos. Les sciences servent comme tout le reste à alimenter la spéculation.

Peut-on faire une différence en termes d'accélération entre les sciences de la nature et les sciences humaines ?

La perte de fiabilité dans les sciences de la nature est plus spectaculaire, car ce qui est détruit est la nécessité pour les scientifiques de voir leurs travaux mis à l'épreuve par leurs collègues. Avec la prise de brevets, la création de *spin-offs*, les partenariats de toute sorte, il y a des moyens de réussir sans que leurs travaux soient reconnus comme fiables. Des moyens qui les divisent et qui les rendent solidaires d'un sale petit secret : « Personne d'entre nous ne doit scier la branche sur laquelle nous sommes tous assis », c'est-à-dire mettre en question les promesses de notre champ. Les scientifiques deviennent donc des promoteurs encore plus déterminés d'un progrès somnambulique. Quant aux sciences humaines, elles n'ont pas beaucoup de valeur spéculative. Mais la flexibilité leur est imposée, car l'injonction quasi religieuse doit valoir pour tous : « La fête doit être finie pour tout le monde. » Il est frappant que les modes d'évaluation des chercheurs puissent être si facilement dénoncés. S'y soumettre, ce n'est pas les juger pertinents, c'est la manifestation même de la flexibilité demandée.

Vous dites que l'on se soumet à cette flexibilité généralisée, que les scientifiques se soumettent au mode d'évaluation existant aujourd'hui (publications de rang A) qui est amené à jouer le rôle fictif de reproduction de l'offre et de la demande, de reproduction de la compétition. Comment expliquez-vous que cette compétition exerce une telle puissance dans un secteur qui n'était pas vraiment préparé à son intrusion et qui pouvait même sembler étranger à ces paradigmes ?

Est-ce que qui que ce soit y était préparé ? En ce qui concerne la recherche, il me semble qu'il faut partir de la crainte des autorités académiques face à la dérégulation de l'enseignement universitaire. Le processus de Bologne⁶, ce sont des institutions qui, pour échapper à la concurrence avec le privé, s'engagent à faire « aussi bien » que le privé – et donc notamment à fabriquer une concurrence entre elles qui forcera chacune à faire comme toutes les autres, et à adopter ce qui est censé assurer le dynamisme du secteur privé...

Je suis impressionnée par la manière dont partout, dans le privé et le public, le même pouvoir de redéfinition destructrice s'est imposé sans beaucoup de résistance possible. Dans l'ouvrage *La sorcellerie capitaliste*⁷ que j'ai écrit avec Philippe Pignarre, nous parlons d'attaque sorcière parce que c'est une attaque dont la puissance tient à ce que la victime se rend compte de ce qui est en train d'arriver lorsque c'est trop tard. Il y a un art de l'attaque sorcière, qui commence avec des mots d'ordre apparemment bénins et même positifs – on accepte que la rigidité est une faiblesse ou qu'il est bon de permettre aux gens de se « responsabiliser », jusqu'au moment où l'on découvre, trop tard, ce que signifient flexibilité et évaluation. J'ai l'impression que la « néo-accelération » que nous connaissons est de l'ordre de l'attaque sorcière, c'est-à-dire de la destruction de ce qui nourrit les capacités de penser et de résister. Quand Pascal Lamy a dit « on n'arrête pas les horloges », cela, il n'y a qu'un sorcier qui pouvait le dire. C'est la parole antidémocratique par excellence. Protestez tant que vous voudrez, démontrez les dégâts et les impasses, vous êtes impuissants à changer quoi que ce soit. Et ce qu'il y a de frappant, c'est que l'économie de la promesse, que personne n'a à tenir, qui n'engage personne, qui brouille systématiquement toute possibilité de penser ce qui est faisable et les conséquences de ce qui peut être fait – pensez au pétrole vert sur lequel la Commission européenne a misé avec ardeur il y a quelques années – est un peu comme l'autre face de la même pièce. On n'arrête pas les horloges – condamnation de la démocratie – et les possibles promis impliquent le caractère d'ores et déjà périmé de nos possibilités de penser, le caractère périmé de ce que la démocratie met en jeu. Si tout est possible, si des espèces disparues peuvent être ressuscitées, des vivants artificiels créés à la mesure de nos besoins, des savoirs transmis quasi instantanément par « téléchargement », les capacités humaines « augmentées »

6. Processus de rapprochement des systèmes d'enseignement supérieur européens, débuté en 1999.

7. P. Pignarre et I. Stengers, *La sorcellerie capitaliste*, La Découverte, Paris, 2005.

par toutes sortes de prothèses, les robots domestiques chargés de toutes les corvées domestiques, si nous sommes proches du «point de convergence» où, dit-on, les possibilités de l'intelligence machinique rejoindront celles des humains, l'idée de démocratie est aussi ridicule que l'idée de demander à la larve son avis sur le papillon. En fait, on ne parle plus de démocratie mais de gouvernance, et une des tâches qui est assignée aux sciences sociales est désormais de donner au public l'impression que son avis compte afin qu'une affaire «malencontreuse» comme celle des OGM ne se reproduise pas. Débattre d'un avenir insaisissable sous le tic-tac de l'horloge. Je dirais que la néo-accélération a pour première conséquence que nous sommes moins bien équipés que jamais pour poser la question d'un avenir digne d'être vécu.

Pourriez-vous décrire ce qui caractériserait cette science *slow* dont vous parlez? Peut-on dire qu'elle peut constituer un «extérieur» à ce processus d'accélération, un lieu de résistance potentiellement différent d'autres mouvements de résistance passés ou présents?

Disons que l'on entre dans le domaine de l'imagination, mais l'imagination nous est nécessaire pour résister. L'idée d'un ralentissement des sciences, telle qu'elle est déjà promue ici ou là par des groupes de chercheurs ne me semble pas suffisante. Elle se réduit souvent à un retour à l'époque où l'on respectait les sciences, à un retour à la situation des années 1960-1970 de l'autonomie des communautés scientifiques qui avaient le temps de penser. Je ne nie pas que la pensée prenne du temps, comme les chercheurs aiment à le dire, et qu'on ne peut programmer les progrès du savoir. Mais c'était déjà le discours de la poule aux œufs d'or. Il faut penser avec le caractère non durable de ce à quoi les sciences ont donné leur bénédiction, y compris les sciences humaines toujours promptes à déchiffrer les idéologies derrière les résistances. Les conséquences de la non-durabilité viennent à marche beaucoup plus rapide et menaçante que nous ne le pensions il y a encore vingt ans, avec le désordre climatique qui pourrait, lui, être tout à fait durable. On pouvait penser qu'on aurait le temps de réparer, mais les perspectives temporelles ont changé. Face aux enfants nés dans ce siècle, qui vont devoir affronter cet avenir, l'idée de revenir comme c'était avant est une fumisterie. En plus, la nostalgie du passé isole les chercheurs. S'il y a la moindre possibilité de résister à l'asservissement destructeur, ce ne sera pas pour sauver la recherche, plutôt pour donner une chance à l'avenir. En d'autres termes, la résistance ne pourra se faire qu'en alliance avec d'autres résistances.

Donc le ralentissement, c'est d'abord la nécessité de fabriquer d'autres manières de faire monde, et pour participer à cela les scientifiques doivent profondément changer. Il s'agit d'abord d'abandonner cette mentalité de somnambule, d'apprendre à prendre au sérieux les questions, les inquiétudes, les objections qu'ils ont l'habitude de repousser comme non scientifiques. Le somnambule n'a pas grand-chose à voir avec un «esprit scientifique». Il est le produit d'une institution qui se définit comme «mobilisée» par l'avancement du savoir. La rapidité contre laquelle il s'agit de lutter, c'est celle de la

mobilisation. Mobiliser, c'est un terme militaire : une armée mobilisée traverse tout pour aller le plus vite possible, elle doit être insensible aux dégâts qu'elle commet. Et tous ceux qui choisissent de faire un détour sont des traîtres. Ceux qui doutent sont des traîtres. C'est cette mobilisation qui se dit au service de la connaissance « pure » qu'il s'agit de défaire. Démobiliser ne veut pas dire renoncer au savoir, c'est plutôt lever l'anesthésie face aux conséquences. Et cela demande un tout autre type d'éducation, de formation que celui, rapide, sans perte de temps, qui prévaut depuis plus d'un siècle.

J'ai été très frappée par la mutation de la chimie que l'on peut associer à Liebig⁸ : Liebig a inventé la chimie « rapide », qui commence par un nouveau mode de formation. Le doctorat à l'école de Giessen fondée en 1824 s'obtient après quelques années d'entraînement intensif restreint à la mise au point de protocoles et d'instruments standardisés, c'est-à-dire ignorant tout des procédés de la chimie artisanale. Liebig est aussi le fondateur de l'agrochimie qui s'est imposée aux paysans comme solution *top-down* (et si cette solution ne fonctionne pas, c'est parce que les paysans ont mal travaillé). Les sciences telles qu'elles fonctionnent actuellement ne peuvent produire que des solutions de ce genre, car leurs savoirs concernent ce qui peut être abstrait en laboratoire – le reste est ignoré. Et si ce qui est abstrait est considéré comme « rationnel », les pratiques qui sont ignorées deviennent des pratiques d'ignorants, que l'on doit rééduquer.

Le ralentissement, au sens fort du terme, est une levée de l'anesthésie que l'institution inculque aux scientifiques, du manque cultivé d'imagination qui les rend incapables de prendre au sérieux ce qui fait obstacle à une solution dite scientifique. Les anciens arts de la chimie ont été détruits, mais aujourd'hui l'agriculture est une question vive. D'où la place prise par les OGM dans ma pensée parce que c'est là que l'on a vu ce qu'impliquerait et éventuellement imposerait ce type de ralentissement des sciences.

Dans l'affaire des OGM, on a pu voir le mépris des biologistes de laboratoire pour ce qu'ils considèrent comme secondaire ou anecdotique. Quand un biologiste de laboratoire dit que les OGM résoudre la faim dans le monde, il fait taire non des ignorants mais tous ses collègues qui se préoccupent de la géopolitique du développement et des famines. On a pu comprendre aussi que toutes les sciences de la nature ne sont pas égales. Les sciences qui ont la parole sont les sciences rapides, celles qui pondent les œufs que les laboratoires transformeront en or. Les sciences de type écologique, les sciences de terrain sont subalternes – ce qui signifie que non seulement les savoirs sont très inégalement développés mais que là même où on « sait », cela ne fera pas argument, sauf si les activistes s'en emparent. Mais on a vu aussi ce que pouvait faire une alliance entre ceux qui se rencontraient autour des OGM, ceux

8. Justus von Liebig, chimiste allemand (1803-1873), est considéré comme le fondateur de l'agriculture industrielle. Il fut surnommé « l'éleveur de chimistes » qu'il forma par centaines et dont beaucoup ont participé à la création de la grande industrie chimique naissante. Sur le sujet, voir I. Stengers, *Une autre science est possible !*, op. cit., p. 97-104.

qui apprennent les uns des autres. On peut dire que l'idée d'écologie politique est devenue une réalité, y compris en ce qui concerne la capacité de susciter un public capable de très bonnes questions, des questions gênantes. Sans ce type d'événement, le ralentissement des sciences serait une gentille abstraction. C'est seulement si les projets déployés par les scientifiques devaient affronter ce genre de questions qu'ils devraient apprendre à penser autrement ce qu'ils font, changer de culture politique. Parce que tels qu'ils sont formés, ils ne peuvent pas résister. C'est donc avant tout d'une lutte politique qu'il s'agit, qui impose aux scientifiques d'apprendre « au contact rude », avec des conséquences qui seront pensées collectivement.

À propos du lien entre l'écologie politique et le ralentissement des sciences, l'intrusion de Gaïa⁹ dont vous parlez constitue une invite particulière à ce ralentissement des sciences...

Bien sûr, l'intrusion de Gaïa signifie pour moi la fin du droit à ne pas faire attention, à penser en termes d'un progrès qui réparera les dégâts du progrès. Par rapport à l'irresponsabilité capitaliste, faire attention est en soi une revendication politique. Mais la capacité collective de faire attention, de déployer les problèmes et leurs conséquences ne se décide pas politiquement. La décision politique porte sur la création des conditions où il devient possible, voire nécessaire, d'apprendre à la cultiver. L'écologie politique tente de mettre en politique ce qui, concernant le progrès, était mis hors politique, mais on devrait plutôt parler d'étho-écologie politique, car ce qui est central c'est l'ethos de ceux qui participent à une situation écologique. Toute situation est écologique, mais l'ethos des scientifiques aujourd'hui communique avec une écologie dominée par les rapports prédateur-proie. L'éducation des scientifiques, leur mode d'évaluation, le privilège donné aux faits qui prouvent par rapport à l'attention portée à tout ce que la preuve élimine, tout cela favorise un ethos de prédateur, la disqualification de tout ce qu'ils définissent comme « non scientifique ».

L'intrusion de Gaïa impose, me semble-t-il, d'affirmer que nous n'avons aucune chance d'éviter le pire si l'écologie proie-prédateur continue à prévaloir. Mais cela demande un changement de milieu tel que le comportement de prédateur deviendrait complètement contre-productif. Ce genre de changement ne nous est pas inconnu. Après la guerre, on a vu des catholiques fervents refuser de rendre des enfants juifs à leur famille parce qu'il était plus important de les maintenir dans la vraie foi. Aujourd'hui cela semble aberrant même pour les gens de foi. Le milieu a changé, l'ethos du croyant, son rapport à la foi aussi – ce qui était grand et héroïque est devenu incompréhensible. Affirmer qu'une autre science est possible, c'est simplement affirmer qu'un autre rapport au savoir est possible, que les sciences rapides sont un produit de milieu et

9. « Gaïa est cette figure de la Terre aux figures multiples qui ne demande ni amour ni protection, seulement le type d'attention qui convient à un être puissant et chatouilleux » (I. Stengers, *Une autre science est possible!*, *op. cit.*, p. 117).

pas du tout l'expression d'un quelconque « esprit scientifique ». Le scientifique capable de participer à la pensée collective des conséquences ne serait pas « tolérant », forcé à cacher ses griffes, à renoncer à l'ethos du prédateur qui le disqualifierait. C'est le sens même de ce qu'est un problème bien posé ou une démarche rationnelle qui aurait changé pour lui. Penser que son savoir est capable de faire taire les autres lui semblerait aberrant.

Il s'agit donc de développer un savoir « entre » et pas un savoir « sur », un savoir qui ne prétend pas être en surplomb, mais qui est forcé de se situer, qui ne peut ignorer d'autres manières de penser ?

Oui, c'est-à-dire savoir ce que votre science, vos instruments vous autorisent véritablement à dire et qu'ils ne vous autorisent jamais à définir – la solution rationnelle à un problème posé collectivement. Savoir que ce que vous savez peut être une ressource, mais que le sens même de cette ressource doit être déterminé par la manière dont le problème réussira à être posé. C'est quelque chose de l'ordre de ce que l'on appelle démocratie, sans position de transcendance. Cela dépend de la capacité de ceux qui sont concernés à participer activement à ce que Bruno Latour appelle le « *matter of concern*¹⁰ », c'est-à-dire aussi que ceux qui sont concernés le soient effectivement, soient pleinement habilités à participer à ces espaces de délibération.

Est-ce que vous pouvez parler d'expériences concrètes qui permettraient de construire ces espaces de délibération ?

Ce qui m'intéresse énormément, ce sont des champs comme l'agroécologie puisque son pari c'est de pouvoir fabriquer avec les intéressés, les paysans, mais aussi avec tous ceux dont dépend ce qu'est un produit agricole, un savoir qui relie et qui soit pertinent, c'est-à-dire le contraire d'un savoir *top-down* : un savoir « entre ». On peut parler là d'écologisation des savoirs et il me semble que ceux qui sont le plus en pointe dans ce genre de propositions et qui ont besoin d'un ralentissement des sciences, ce sont bien ceux-là. Les modes de production de savoir rapide les condamnent. Contrairement à ce que l'on dit, la « bonne » production de savoir et un souci de démocratie active ne sont pas contradictoires, mais cela produit un autre type de savoir. Rien n'est moins politiquement « neutre » que les savoirs produits par les sciences rapides, mais le ralentissement des sciences implique, comme tout mouvement Slow, un engagement qui lie rationalité et politique, qui refuse activement de démembrer les problèmes entre ce qui compte et ce qui peut être négligé. Personnellement, j'aime bien le terme *reclaim* qui vient des Américains et qui signifie « se réapproprier » ce dont on a été séparé, c'est-à-dire aussi « guérir » des effets mutilants de cette séparation. Le somnambule scientifique est un être mutilé,

10. *Matter of concern* ou « matière à préoccupation », c'est-à-dire matière à faire penser, à hésiter, à imaginer, qui nécessite la prise de position (I. Stengers, *Une autre science est possible!*, op. cit., p. 9).

c'est un être phobique qui définit sa propre créativité comme quelque chose de fragile, qui exige qu'on ne lui demande pas de prendre au sérieux ce qui préoccupe les autres. *Reclaim* ici ce serait donc se réapproprier une confiance dont les scientifiques ont été séparés, qui leur fait penser qu'il faut serrer les dents, ne pas s'intéresser aux dimensions dites non scientifiques des problèmes, si l'on veut être scientifique, qui leur fait identifier la science comme une espèce de forteresse assiégée par les monstres de l'irrationalité.

L'agroécologie n'est pourtant pas nouvelle, elle existe depuis longtemps mais elle est totalement disqualifiée par la recherche agronomique...

Je dirais que ce qu'il y a de nouveau avec l'agroécologie qui est certes marginalisée, même vouée à disparaître, c'est qu'elle semble aujourd'hui affirmer sa dimension politique de résistance. On rencontre des chercheurs engagés, qui ont appris à faire communiquer la disqualification de leur recherche avec le sens de ce que la recherche agronomique dominante mène à une impasse catastrophique. Je pense que cette conscience existait auparavant, mais sur le mode de la souffrance personnelle, on subissait sa marginalisation, on tirait son épingle d'un jeu où on voyait triompher la recherche à vocation *top-down*. Je pense que personne ne peut jouer l'hirondelle qui fera le printemps mais qu'il y a des chercheurs qui, aujourd'hui, commencent à penser l'agroécologie comme une cause « publique », c'est-à-dire à contester le modèle de science qui les écrase. Et c'est là que l'idée d'un ralentissement prend vie, en conjonction avec l'ensemble des mouvements qui ont fait des OGM une affaire publique, une affaire où l'agriculture de demain devient une question critique. Finalement, c'est un peu mon trajet également. Si j'ai adopté un mode de pensée beaucoup plus politique à partir des années 2000, c'est à cause de la conjonction entre l'affaire des OGM et la problématique du réchauffement climatique, avec l'idée que la résistance aux OGM n'était pas une histoire parmi d'autres, mais ce qu'il fallait prolonger, relayer, amplifier, ce qui dessinait la possibilité d'un avenir.

Les OGM et pas le nucléaire ?

L'opposition au nucléaire, c'est beaucoup plus ancien. En tant que citoyenne, je ne suis pas une amie de l'industrie nucléaire, mais en tant que philosophe je n'ai pas appris à penser avec l'opposition au nucléaire. Ceux qui l'ont fait ont appris à décrire ce qu'on a appelé le complexe scientifico-militaro-industriel, qui donne un rôle central à l'État. Ce qui m'a activée politiquement est cette époque, la nôtre, où, au nom du marché et de l'injonction à la flexibilité, on est en train de détruire systématiquement ce qui attache les gens à ce qu'ils font, ce qui les rend vivants et pensants. Cela ne veut pas dire que la lutte antinucléaire est dépassée, bien au contraire. Cela signifie plutôt que ce n'est pas par rapport à elle que les idées que je tente de développer sont pertinentes. Les idées qui accompagnent cette lutte sont déjà fort bien développées et beaucoup de scientifiques y adhèrent alors que la lutte à propos de la science rapide

cherche encore ses mots, alors que le mot d'ordre « sauvons la recherche » est encore consensuel.

Il ne s'agit donc pas de sauver la recherche telle qu'elle se pratique, il s'agirait plutôt de l'ouvrir à d'autres horizons, d'autres milieux. Ouvrir la recherche, chez les agronomes, cela veut d'abord dire travailler avec les paysans.

Avec l'interdiction des semences paysannes non homologuées, on se rend compte que ce n'est pas seulement une question de « travailler avec », mais aussi de « lutter avec ». Si l'agroécologie doit fabriquer quelque chose, ce sera en se liant avec d'autres mouvements politiques. C'est l'affaire OGM, ce que j'appellerai un « événement », qui a donné un sens concret à ce que demande l'écologie politique. Des gens qui luttaient contre le capitalisme en sont venus à s'intéresser à ces questions qui, pour eux, étaient très nébuleuses auparavant. Ce qui les intéressait, c'étaient les inégalités sociales. Ils n'étaient pas habitués à penser en termes de pratiques agricoles ou de durabilité. Cela a créé des alliances entre des gens qui ont appris les uns des autres, qui savent qu'ils ont besoin les uns des autres, qui comprennent l'absolue légitimité de ceux qui se sont engagés dans la lutte pour d'autres raisons... Il s'agit par conséquent d'une autre forme de mobilisation que la mobilisation politique traditionnelle : il y a une grande cause et le reste doit se subordonner à ce premier objectif stratégique. Non, il s'agit plutôt d'alliances latérales, où il ne s'agit pas de renoncer à ce à quoi on tient « au nom de la cause », mais de faire tenir ensemble les causes, de repeupler le monde de toutes les causes qui réengagent à la lutte. Ce à quoi nous tenons n'est donc pas forcément un facteur de division, d'éparpillement égoïste, aveugle, cela peut être un facteur de consistance. Deleuze et Guattari disaient : « Il faut lutter contre le “ou bien ou bien”. La formule c'est “et et”... »

Pour revenir sur la question du genre : les femmes jouent-elles selon vous un rôle particulier dans ces mouvements de résistance, dans ces mouvements de ralentissement ?

Ce n'est pas une question pour sociologues au sens classique du terme, au sens : « Je vais regarder les faits, les statistiques... » Par contre, je dirais que les femmes au sens de genre marqué peuvent s'y sentir plus à l'aise. D'abord parce qu'on lève les « de cela nous ne parlerons pas ». La honte de parler de cela leur colle moins à la peau. Je suis souvent frappée d'une anxiété masculine face à la crainte de déchoir. Elles ont aussi plus à y gagner lorsqu'elles parlent pour dire des choses que tout le monde sait mais dont personne ne veut parler. Finalement, on a toujours dit que les femmes étaient des traîtresses par rapport aux mobilisations, qu'elles semaient le doute, démoralisaient ceux qui acceptaient de se sacrifier « sans faire d'histoires ». Et je dirais que c'est peut-être cette figure-là qu'il faut éventuellement réussir à faire surgir parmi les nombreuses figures que le féminisme a déjà instaurées. C'est vrai que la mobilisation a été pratiquée par les hommes. C'est l'honneur des hommes que de ne pas douter,

de « serrer les dents ». À la fin des *Faiseuses d'histoires*¹¹, avec Vinciane Despret, nous disons que les femmes pourraient bien cultiver comme une force la capacité de « faire des histoires ». La vignette prometteuse sur laquelle on termine est un dessin extrait d'un journal du début du XIX^e siècle où l'on voit une femme être conduite à la guillotine – elle avait commis un crime assez horrible – et cette femme se débat, hurle, pisse dans sa chemise. Et là, elle gâche le métier du bourreau qui dépend, dans sa grandeur, du fait que les condamnés acceptent de payer leur dette à la société avec dignité. Après cet événement, on n'a plus exécuté les femmes ; le chef bourreau de Paris a demandé au président de la République de les gracier systématiquement. On voit apparaître ici quelque chose qui devient une figure, une de plus, de ce que peuvent les femmes. Si on suit les statistiques comme le font les sociologues, du moins certains sociologues, on est foutus. Les statistiques créent des probabilités ; or moi, ce qui m'intéresse, c'est le possible malgré les probabilités.

Une dernière remarque sur vos engagements au-delà de la question des OGM ?

Disons que je participe à une université populaire à Bruxelles, atelier de pensée collective, et les OGM cela continue. Mais pour le reste, pour le moment, je n'ai pas d'engagement à long terme. Je me sens assez à l'aise dans l'idée de contribuer « à rendre possible ». Je suis plutôt une opportuniste au sens intéressant du terme, aux aguets de ce qui me semble prometteur, mais cette fois-ci au sens positif du terme. Mon premier engagement vraiment politique c'était avec les usagers de drogue : c'était prometteur au sens positif de la promesse.

Propos recueillis par Estelle Deléage à Paris le 10 avril 2013

ISABELLE STENGERS est philosophe à l'université libre de Bruxelles.

11. V. Despret et I. Stengers, *Les faiseuses d'histoires. Que font les femmes à la pensée ?*, Les Empêcheurs de penser en rond & La Découverte, Paris, 2011.